

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 06

**MINISTERE DES
RELATIONS EXTERIEURES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 076: VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	15
2.2.	PROGRAMME 077: DYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	24
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	25
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	27
2.3.	PROGRAMME 078: GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER	33
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	34
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	35
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	35
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	37
2.4.	PROGRAMME 079: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	38

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	39
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	41
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	41
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	43
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	47
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	48
3.2.	LEÇONS APPRISES	49
3.3.	PERSPECTIVES	50

NOTE EXPLICATIVE

Le 1^{er} janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

L'année 2016 marque le début du deuxième triennat de l'entrée en vigueur de la loi n°2007/006 du 26 Décembre 2007, portant Régime Financier de l'Etat. Après trois années de mise en œuvre du Budget programme, le Ministère des Relations Extérieures a connu des avancées significatives dans la formulation de ses programmes de telle sorte que sa stratégie sectorielle s'en trouve consolidée et plus cohérente en rapport avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Bien que le Ministère des Relations Extérieures ne soit pas porteur de projets structurants, il assure la mise en œuvre de ses programmes dont les objectifs sont liés à la stratégie du DSCE à travers :

- la consolidation de l'insertion de notre pays dans les courants d'échanges mondiaux ;
- la poursuite de la conquête des parts de marchés sur la scène internationale ;
- la mobilisation plus accrue de l'aide publique ou privée au développement et les investissements directs étrangers ;
- la poursuite de la sécurisation et la protection de l'intégrité du territoire national avec en particulier, l'intensification de la lutte contre BOKO HARAM et les actes de banditisme transfrontaliers ;
- la consolidation de la paix et la préservation des relations de bon voisinage ;
- la promotion des projets intégrateurs dans la sous-région Afrique Centrale ;
- le placement de nos ressortissants dans les organisations internationales ;
- l'implication de la diaspora dans les stratégies nationales de développement ;
- la poursuite de la coopération avec le FMI pour la stabilisation de l'économie camerounaise.

La mise en œuvre de ces objectifs s'effectue selon une stratégie élaborée et déployée, stratégie dont les lignes de force sont contenues dans la feuille de route 2016 du Ministère des Relations Extérieures.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011, portant organisation du Gouvernement fait du Ministère des Relations Extérieures le chef de file du sous secteur Relations Internationales et diplomatie. A ce titre, il est le coordonnateur de la mise en œuvre de la politique extérieure du Cameroun définie par le Président de la République, en synergie avec les autres administrations.

Le Ministère des Relations Extérieures est en effet chargé:

- des relations avec les Etats étrangers, les Organisations Internationales et les autres sujets de la communauté internationale ;
- de la protection des ressortissants et des intérêts camerounais à l'étranger ;
- du suivi de la coopération en relation avec les départements ministériels et les administrations concernées sous réserve des dispositions prévues par des textes particuliers ;
- du suivi des questions relatives au contentieux international ;
- de la gestion des carrières des personnels diplomatiques.

En outre :

- Il rassemble et diffuse auprès des départements ministériels et des missions diplomatiques du Cameroun, des informations relatives aux Etats étrangers et aux organisations internationales qui peuvent faciliter l'action des pouvoirs publics ;
- Il concourt à l'information des Gouvernements étrangers, de leur opinion publique, ainsi que des organisations internationales et des missions diplomatiques du Cameroun en ce qui concerne le développement politique, économique, social et culturel du Cameroun en liaison avec le Ministère de la Communication ;
- Il est le conseiller juridique du Gouvernement en matière de coopération avec les Etats étrangers, les organisations internationales et les autres sujets de la communauté internationale ;
- Il assure la tutelle technique sur l'Institut des Relations Internationales du Cameroun(IRIC).

La stratégie du sous-secteur qui découle des orientations sus-évoquées se résume en actions suivantes :

- anticipation et adaptation aux évolutions géopolitiques et stratégiques mondiales ;
- capitalisation des effets positifs de la compétition entre les ensembles économiques notamment l'Amérique du nord, l'Europe et l'Asie du sud est ;
- capitalisation des atouts de la position géostratégique du Cameroun dans le Golfe de Guinée et de jonction entre le Nigeria et l'Afrique centrale et orientale.

Pour mettre en œuvre la stratégie sus-résumée, il s'agira :

- d'intensifier la prospection et de réorienter la coopération en direction des pays à fort potentiel économique et technique ;
- de densifier et diversifier les échanges commerciaux, techniques, culturels et technologiques avec le Nigeria;
- de concevoir et de mettre en œuvre un programme de diplomatie publique, décentralisée, locale ainsi que la diplomatie économique, en vue d'accroître l'offre d'informations sur le Cameroun. Il s'agit de renforcer les moyens de leur diffusion dans le but d'améliorer son image et de consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale, afin d'assurer une meilleure attractivité de la destination Cameroun auprès des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;
- de consolider par ailleurs, la conquête des marchés internationaux (Amérique, Europe, Afrique, Asie) en améliorant la qualité de l'offre des exportations (semi-finis et finis) et en rationalisant la demande des importations.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

L'élaboration du budget 2016 a été encadrée par un certain nombre de textes réglementaires et lois ordinaires en la matière. Il s'agit de :

1.2.1 LA LOI DE FINANCES 2016

La loi de finances 2016 n'a pas apporté de modifications dans la cartographie des programmes du Ministère des Relations Extérieures(MINREX). Cependant, en ce qui concerne le cadre logique de ses programmes, des aménagements ont été apportés aux programmes 076 et 077.

1.2.2 LES TEXTES REGLEMENTAIRES

Deux textes réglementaires de référence sont à prendre en compte :

Ø la Circulaire N° 001/CAB/PR du 13 aout 2015, relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2016. Dans ce texte, le chef de l'Etat donne quelques orientations devant encadrer l'élaboration dudit budget, à savoir :

- la poursuite et la consolidation de la budgétisation par programme, afin de permettre une plus grande efficacité de l'action publique ;
- l'arrimage des programmes aux stratégies sectorielles élaborées sur la base des objectifs définis dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

la Circulaire n°003836 /C/MINFI/SG/DGB/NDI du 31 décembre 2015, portant instructions relatives à l'exécution des Lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'État, des établissements publics administratifs, des collectivités territoriales décentralisées et des autres organismes subventionnés, pour l'exercice 2016.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre programmes du MINREX ont été exécutés dans un contexte international marqué par le réajustement des perspectives de la croissance mondiale (lié à la chute des cours des matières premières) qui devait, d'après les estimations du Fmi, passer de 3,4% en 2014 à 3,5% en 2015 et 3,8% en 2016.

Au plan national, l'environnement économique était marqué par la poursuite de l'effort de guerre contre Boko Haram et l'insécurité transfrontalière.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

Des événements ponctuels ont également influencé négativement la mise en œuvre des programmes parce que des ressources financières ont dû être affectées en urgence afin d'y remédier. Il s'agit notamment de :

- l'épizootie de Grippe aviaire ;
- l'organisation de la CAN féminine ;
- la crise dans les régions anglophones ;
- l'accident ferroviaire d'Eséka.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 076

VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Responsable du programme

OUMAR ABOU ABBA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour objet :

- d'assurer une meilleure couverture diplomatique et consulaire du Cameroun ;
- de poursuivre la diversification de la coopération politique, économique et commerciale avec les partenaires étrangers, traditionnels et nouveaux ;
- de renforcer la coopération avec les pays émergents.

Pour ce faire, le programme 076 comporte les actions ci-après :

- Action 01 : élargissement de la carte diplomatique et consulaire ;
- Action 02 : consolidation des amitiés traditionnelles ;
- Action 03 : suivi de la coopération bilatérale ;
- Action 04 : renforcement des capacités opérationnelles des services extérieurs en vue de l'optimisation de leurs interventions.

Action 5 : gestion de nouvelles crises (sanitaire, humanitaire, sécuritaire, alimentaire)

OBJECTIF	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale	
Indicateur	Intitulé:	Nombre annuel d'instruments juridiques de coopération bilatérale négociés, mis en forme ou signés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	11.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE</p> <p>Action 02: CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES</p> <p>Action 03: SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE</p> <p>Action 04: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS</p> <p>Action 05: GESTION DES NOUVELLES CRISES (ÉPIDÉMIES ET/OU CRISES SANITAIRES, HUMANITAIRE, SÉCURITAIRE, ALIMENTAIRE)</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 15 386 216 000	CP 15 386 216 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	OUMAR ABOU ABBA,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 076 du Ministère des Relations Extérieures, a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la volonté politique de faire de l'action diplomatique, l'instrument privilégié de l'insertion du Cameroun dans les courants d'échanges mondiaux. Le Gouvernement à travers ce programme, a voulu mettre en œuvre une diplomatie économique en accord avec la politique des grandes réalisations, en vue d'un Cameroun émergent à

l'horizon 2035.

A cet effet, outre l'actualisation des relations entre le Cameroun et ses partenaires traditionnels, compte tenu des exigences de mondialisation, le Cameroun a entrepris une réorientation de sa coopération bilatérale en direction des nouveaux partenaires notamment des pays émergents. Il a également poursuivi la politique d'affermissement de la coopération sud-sud.

Cependant, la persistance des attaques du groupe terroriste Boko Haram, la complexification du terrorisme international et la riposte du Cameroun, ont considérablement modifié l'agenda diplomatique du Cameroun.

De même, cette situation a favorisé la consolidation de la coopération bilatérale vis-à-vis du Nigéria et des pays directement touchés par le phénomène. Elle a également entraîné le renforcement de la coopération bilatérale avec les pays amis (la Russie, les Etats Unis, la Chine , l'Italie, la Turquie...) en matière de sécurité, humanitaire et d'aide au développement.

En outre, la fragilité de la situation sécuritaire et sociopolitique en RCA a entravé la mise en service du consulat général du Cameroun à Bouar et la mise en œuvre de certains programmes de coopération.

Dans le même ordre d'idées, la crise économique sous-régionale a amené le Gouvernement, à travers la Loi de finances portant exécution du budget 2016, à prescrire entre autres mesures, la réduction du nombre de missions et la taille des délégations à l'étranger.

Par ailleurs, la situation précaire des immigrés camerounais dans certains pays du Golfe Persique et la nécessité d'encadrer les camerounais de l'étranger ont conduit le Gouvernement à initier une mission d'information au mois de février 2016, en vue d'une meilleure prise en charge consulaire de ces différents compatriotes.

Au plan interne, la situation sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest a affecté la mise en œuvre de certains programmes de coopération bilatérale ainsi que des projets d'investissement de nos partenaires.

Enfin, l'insuffisance du personnel diplomatique dans les services extérieurs du Département n'a permis ni un suivi optimal des activités de coopération bilatérale, ni une couverture appropriée des juridictions de compétences de certaines ambassades.

La coopération bilatérale étant l'une des composantes majeures de l'action extérieure du Cameroun, le Ministère des Relations Extérieures a voulu, malgré ces contraintes diverses, lui accorder la place qu'elle mérite, tout en faisant de l'enjeu économique un axe prioritaire de sa politique diplomatique.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Au cours de l'année 2016, des résultats probants ont été réalisés dans le cadre du programme 076 consacré à la « valorisation du potentiel de la coopération bilatérale ».

Ainsi, le Gouvernement a intensifié ses actions pour affermir davantage notre représentation dans le monde à travers :

- la tenue de Commissions mixtes bilatérales ;
- l'échange de visites au Sommet et de haut rang ; et
- la participation aux rencontres bilatérales ayant permis d'engager des processus de négociation a abouti à la conclusion d'Accords nécessaires à la densification, à la diversification et à l'adaptation des relations du Cameroun avec ses partenaires.

Au cours de cette période, les actions classiques des missions diplomatiques et des services consulaires en termes de protection et d'assistance ont été réalisées.

Toutefois, il convient de relever que, la sous-estimation du coût de certaines actions et le fait que l'indicateur général du programme ne prenne en compte qu'une seule action, ont eu des conséquences sur la performance globale du programme et son évaluation objective.

A ce propos, il conviendrait d'améliorer la formulation de l'indicateur du programme afin que celui-ci puisse rendre compte des activités menées au sein de toutes les actions et reconsidérer la périodicité annuelle qui y est prégnante.

Dans le cadre du suivi de la coopération bilatérale et de la consolidation des amitiés traditionnelles, il serait fortement indiqué de dynamiser la coopération avec les pays émergents d'Afrique, du Golfe persique et d'Europe du Nord, en capitalisant les foires économiques et les échanges culturels régulièrement organisés. Ceci permettra de multiplier les débouchés pour les produits **made in Cameroun** d'une part, et de vendre la destination Cameroun aux investisseurs d'autre part.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	66	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	61,80	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 14 614 163 614	CP 14 614 163 614
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 772 052 386	Ecart CP 772 052 386
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 312 102 992	CP 7 312 102 992
TAUX DE CONSOMMATION	50,03 %	50,03 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES	Ce taux de réalisations est dû aux facteurs ci-après:	

RESSOURCES	<p>D'une part, initialement plafonné à 50 accords négociés, mis en forme, signés ou ratifiés compte tenu des contingences structurelles inhérentes à la prise de décision en matière de politique étrangère, il se trouve que ce résultat a été largement dépassé. En 2016, 51 accords ont été négociés, 03 ont été paraphés, 09 Accords ont été signés, 01 a été ratifié et 01 en cours d'adhésion, soit au total 66 accords. Ce résultat s'explique par le regain d'intérêt que suscite le Cameroun sur la scène internationale ; lequel est par ailleurs caractérisé par la redynamisation et la mise en œuvre de nouvelles stratégies diplomatiques à l'endroit des pays amis traditionnels.</p> <p>D'autre part, le Cameroun a connu un regain d'intérêt sur la scène internationale du fait de certains facteurs, notamment la gestion de la crise sécuritaire contre Boko Haram, l'accueil et l'encadrement des réfugiés, le relatif apaisement de la crise politique en RCA et la résilience économique du Cameroun dans la sous-région..</p> <p>Enfin, au regard de sa nouvelle projection à l'international, le Cameroun a opté pour une politique agressive d'attraction des investisseurs étrangers, caractérisée par l'amélioration du climat des affaires.</p>
PERSPECTIVES 2017	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter l'indicateur à l'ensemble des actions du programme pour mieux rendre compte de sa performance en rapport avec les crédits alloués; - Poursuivre l'offensive en direction des pays émergents et à forte potentialité de croissance dans le but de capter les investissements nécessaires à l'atteinte de l'émergence projetée en 2035; - Ouvrir et faire effectivement fonctionner les Missions ouvertes (Turquie, Inde, Angola, Dubaï, Nairobi, Bouar, Cuba, Corée du Sud, etc.); - Poursuivre l'amélioration des interventions et des capacités opérationnelles des services extérieures du MINREX; - Capitaliser les retombées des rencontres bilatérales commises aux fins de diversification des partenariats bilatéraux; - Assurer la mobilité des personnels diplomatiques à travers l'application du principe de rotation telle que prévue par la réglementation en vigueur. - Envisager l'ouverture de Consulats dans les pays suivants: Liban, Mali (Bamako), Sao tomé et Príncipe, ainsi qu'au Koweït et au Qatar en dépit de la récente nomination d'un ambassadeur couvrant ces deux derniers pays. - Nommer et faire accréditer les chefs de missions diplomatiques dans les pays de juridiction conformément à la carte diplomatique. Cette procédure faciliterait les activités de nos chefs de missions diplomatiques et boosterait la coopération avec les pays concernés.

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE									
OBJECTIF	Renforcer en les diversifiant la présence et l'action du Cameroun								
Indicateur	Intitulé:	Nombres de nouvelles missions diplomatiques et de postes consulaires ouverts ou fonctionnels					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 9,5		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	4.0							
	Année cible:	2017							
	Valeur Cible	25.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	02 Ambassades fonctionnelles, au Qatar et au Koweït							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	48 600 000	48 600 000	44 027 430	44 027 430	40 410 430	40 410 430	91,78 %	91,78 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> la fragilité de la situation sécuritaire à la frontière avec la RCA et l'instabilité chronique en Libye, ont entravé en 2016, la mise en service du consulat Général du Cameroun à Bouar, ainsi que les consultations en vue de l'ouverture d'une mission résidente à Tripoli. activités qui rentrent dans le cadre de l'élargissement de la carte diplomatique et consulaire du Cameroun. la situation précaire des immigrés camerounais dans certains pays du golfe persique a amené le Cameroun à mener une action forte de soutien consulaire en leur faveur, l'insuffisance du personnel diplomatique dans les services extérieurs du Département n'a pas permis un suivi optimal des activités de coopération bilatérale ainsi qu'une couverture des juridictions de compétence de certaines ambassades et surtout celles qui ont une accréditation multiple. 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> Nomination de 03 ambassadeurs (Paris, Washington, Doha et Koweït city) Nomination de 04 personnels diplomatiques dans une mission diplomatique (HAUCOCAM Londres) ; Nomination dans les missions diplomatiques de certains personnels relevant des services spécialisés ; Initiation des négociations avec les pays émergents en vue de la conclusion des accords pour l'établissement réciproque des missions diplomatiques résidentes ou de postes consulaires (cuba, suède, Kazakhstan; Signature et ratification de l'accord commercial entre le Cameroun et le Nigéria ; -Signature du projet de protocole d'accord portant organisation et fonctionnement du Comité conjoint de pilotage de l'accord-cadre relatif à l'interconnexion électronique Cameroun-Nigéria ; Signature du memorandum d'entente sur la gestion des ressources en eau du Bassin de la Bénoué entre le Cameroun et le Nigéria ; -Négociation de l'accord tripartite Cameroun-Nigeria-HCR sur le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens ; - Préparation des dossiers techniques d'ouverture des missions diplomatiques et postes consulaires (Corée du Sud et cuba); - Continuation des procédures d'agrément (CONSULACAM Dubaï, Ouessou, Bouar); - Acquisition en bail ou en pleine propriété des nouvelles missions diplomatiques; 								

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>le résultat n'est pas dû à l'inactivité ou l'inertie du Département, comme il peut paraître a priori. Ce résultat est dû au fait que les compétences du Département s'arrêtent au niveau de l'initiation et la préparation des Dossiers, la Décision finale lui échappant par ailleurs. Les ressources ont été utilisées pour le montage des Dossiers techniques y afférents.</p> <p>Ainsi, l'Année 2016 a été consacrée à la finalisation des formalités politiques, administratives et juridiques, préalables à l'ouverture des Ambassades et Consulats dans les pays ciblés.</p>
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter l'indicateur aux deux volets de l'objectif de l'action ; • Faire effectivement fonctionner les Missions déjà ouvertes (Inde, Turquie, Angola, Dubaï, Kenya, Bouar, Ouesso) ; • Intensifier des rencontres avec les pays sollicitant une ouverture réciproque des Missions Diplomatiques résidentes avec le Cameroun (Cuba, Kazakhstan, Corée du Sud, Koweït, Mexique, Argentine, Norvège, Suède, Qatar).

Action 02 CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES

OBJECTIF	Adapter et renforcer les mécanismes de coopération avec les pays amis traditionnels							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des mécanismes de coopération adaptés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 12,5	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	14 406 236 000	14 406 236 000	13 631 912 184	13 631 912 184	98 771 351	98 754 351	0,72 %	0,72 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La fragilité de la situation sécuritaire à la frontière avec la RCA et les attaques répétées du groupe Boko Haram et des groupes rebelles Centrafricains ont entraîné la mise en œuvre des mécanismes de coopération sécuritaire et militaire avec la tenue de plusieurs concertations bilatérales avec le Nigéria, la RCA, le Niger, la France, la Russie, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Tchad , la Grande Bretagne, la Guinée Equatoriale.</p> <p>En outre, la crise sanitaire liée à l'épidémie de fièvre à virus Ebola a entraîné un ralentissement des échanges principalement les flux humains et commerciaux entre les pays concernés en général Libéria, Guinée Conakry, Sierra Leone, Mali et principalement le Nigéria (fermeture des frontières aériennes maritimes et terrestres).</p>							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture d'un consulat à Ouessou (République du Congo) ; • 03 propositions de mise en service de missions diplomatiques (Ambassades) créées (Ankara, New Delhi, Luanda) ; • 08 propositions d'ouverture d'ambassades (Corée du Sud, Suède, Danemark, Australie, Koweït, Emirats Arabes Unis, Qatar, Liban) ; • 04 propositions de mise en service de postes consulaires créés (Bouar, Ouessou, Dubaï et Nairobi) ; • 05 propositions d'ouverture d'un poste consulaire (Maiduguri, Lisbonne ou Valette, Helsinki ou Oslo, Sydney, Bamako, Wellington) ; • 06 demandes d'agrément élaborées ; • 04 propositions d'établissement des relations diplomatiques (Birmanie, Nouvelle Zélande, Iles Fidji et Sri Lanka) ; • Une forte implication des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires Concernés, et aussi des Services Centraux du Département, dans la préparation des dossiers techniques des visites d'Etat au Cameroun. En outre, le département s'est impliqué entre autres dans la préparation des dossiers techniques pour les Visites de haut niveau du PM, et du Minrex dans de nombreux pays. Ainsi, on a : <ul style="list-style-type: none"> • 02 visites d'Etat du Président de la République du Cameroun au Nigéria ; • Visite d'Etat du Président de la République du Cameroun aux Etats-Unis ; • Visite d'Etat du Président Italien au Cameroun ; • Visite d'Etat du Président Tchadien au Cameroun ; • Visite d'Etat du président Sénégalais au Cameroun ; • 15 Visites du MINREX à l'Etranger ; • Nombreuses visites de hautes personnalités camerounaises à l'étranger ; • Visites de plusieurs personnalités étrangères de haut rang au Cameroun ; • Participation à 10 rencontres institutionnelles (Consultations politiques, commissions mixtes) ; • Participation à 10 Rencontres bilatérales (Foires, Forums, Journées économiques) ; • Participation à 10 Rencontres plurilatérales.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>La restriction des déplacements ou de la participation des personnels du MINREX à certaines délégations, évènements et réunions statutaires ou non, pourrait justifier la relative sous consommation des crédits alloués aux activités de cette action.</p> <p>L'implication de plus en plus poussée des administrations sectorielles dans la mise en œuvre de la politique étrangère du Cameroun a considérablement amenuisé les prérogatives traditionnellement dévolues au MINREX au point de l'empêcher de contribuer activement à la participation du Cameroun à certains rendez- vous importants de la vie internationale surtout dans le domaine économique.</p> <p>L'insuffisance des ressources humaines et matérielles dans les Ambassades adossée à la pratique invitant les personnels de nos représentations diplomatiques à l'extérieur à représenter le département dans plusieurs rencontres internationales n'est pas de nature à permettre l'expression optimale des missions de déploiement de la diplomatie économique assignées au MINREX par le Décret du Chef de l'Etat du 09 décembre 2011 et celui du 22 avril 2013 notamment l'action de conquête de nouveaux débouchés et la création de nouvelles amitiés nécessaires à la réalisation de l'effort gouvernemental en vue de la mise en œuvre de sa stratégie de croissance.</p>

Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none">• Organiser effectivement des rencontres bilatérales avec les pays partenaires et amis (Commissions mixtes, comités de suivi) ;• Capitaliser les rencontres bilatérales entre le Cameroun et ses différents partenaires bilatéraux qui se tiendront en 2017 ;• Mettre en œuvre les accords bilatéraux de coopération signés avec tous les pays partenaires et amis ;• Participer effectivement aux fora économiques et rencontres politiques présentant des enjeux sécuritaires relativement à la guerre contre Boko Haram et le terrorisme international ;• Favoriser et faciliter les visites des délégations étrangères au Cameroun ;• Encourager des missions de prospections économiques dans les zones et les pays à fort potentiel de croissance afin de vitaliser les projets de rapprochement économique avec lesdits pays ;• Etendre la coopération dans le domaine économique avec les communautés économiques sous régionales (CEDEAO, SADC, COMESA) ;• Favoriser la coopération décentralisée pour consolider les amitiés ;• Encourager la participation de nos forces de défense et de nos autorités aux fêtes nationales des pays voisins et pays amis ;• Favoriser les descentes locales conjointes MINREX-MINATD-MINDEF pour une diplomatie locale de proximité en vue de la sensibilisation des populations au niveau des zones frontalières sur la culture de la paix et de la fraternité
-------------------	---

Action 03 SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE

OBJECTIF	Améliorer la coordination et l'efficacité de la coopération bilatérale							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du plan annuel de suivi évaluation de la coopération bilatérale				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		75.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		50%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	165 780 000	165 780 000	172 624 000	172 624 000	153 550 246	153 550 246	88,95 %	88,95 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte global marqué par la volonté de capitaliser toutes les opportunités offertes par les partenaires bilatéraux dans l'optique de l'implémentation du plan d'urgence pour l'accélération de la croissance.</p> <p>Seulement, ce contexte est caractérisé par l'absence d'une plateforme de coordination nationale de la coopération bilatérale.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des réunions de suivi de la coopération Cameroun-Côte d'Ivoire ; • 30 concertations bilatérales tenues ; • 03 cadres de concertations créés ou réactivés • Groupe de travail interministériel sur les accords de promotion et protection des investissements (APPI) ; • Groupe de travail pour la densification du réseau des conventions fiscales ; • 250 missions effectuées à l'étranger par les personnels des services centraux du MINREX dans les cadres du suivi de la coopération bilatérale et de la consolidation des amitiés traditionnelles. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Les crises syrienne et ukrainienne ont représenté un énorme défi pour les Etats européens et n'ont pas permis l'organisation des Journées d'Amitié Cameroun-Europe (JACE) ; • Les contraintes budgétaires internes et l'environnement sociopolitique dans certains pays n'ont pas permis la tenue des rencontres institutionnelles prévues. • l'inexistence du plan annuel de suivi-évaluation 							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Il convient de revoir nécessairement l'indicateur de cette action pour donner une lisibilité réelle aux activités menées dans le cadre de cette action ; • Mettre sur pieds une instance de coordination de la coopération bilatérale sous la présidence du MINREX. 							

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS								
OBJECTIF	Améliorer les conditions et le cadre de travail des services extérieurs							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des missions diplomatiques et de postes consulaires disposant du standard minimum en cadre de termes de travail					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 13,33	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	20.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	765 600 000	765 600 000	765 600 000	765 600 000	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Cette action a été menée dans un contexte marqué par : • La poursuite de l'effort de guerre dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Ce qui a entraîné une limitation significative des moyens liés au fonctionnement de l'Etat ; • Le manque de personnel diplomate dans les Ambassades en adéquation avec le volume de travail et les exigences formulées vis-à-vis de ces Missions. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des rénovations et réhabilitations de certains services extérieurs (exemple: AMBACAM Washington etc.) • Acquisition de véhicules de liaison et prestige dans les services extérieurs ; • Equipement en matériels informatiques de certaines Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ; • Renforcement de certaines Ambassades en personnel technique (Conseillers et Attachés Militaires) ; • procédure d'acquisition d'AMBACAM Moscou ; • début sécurisation du terrain de d'AMBACAM Rome. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La restriction des ressources budgétaires due à la guerre contre la secte Boko Haram, n'a pas permis de prendre en charge tous les programmes de rénovation, acquisitions et de réhabilitation prévus pour 2016.							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Doter les Missions Diplomatiques en ressources humaines qualifiées pour optimiser leur rendement ; • Poursuivre les chantiers d'acquisition, réhabilitation des immeubles abritant les Chancelleries et les Résidences ; • Accélérer la modernisation en équipement (informatisation) ; • Poursuivre la sécurisation des immeubles et Résidences diplomatiques du Cameroun. 							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 077

DYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA
COOPERATION DECENTRALISEE

Responsable du programme

NAMA NEEMINKOUA BIMEN ANNE CHANTAL

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La coopération multilatérale et décentralisée est une composante importante du déploiement du Cameroun à l'extérieur. L'augmentation du nombre des organisations internationales, dont les objectifs cadrent avec les priorités du Cameroun dans divers domaines, en particulier économique, social et culturel, a conduit à l'adhésion de notre pays à celles-ci. Cette démarche vise d'une part, à présenter et défendre ses positions sur certaines questions internationales et nationales et, d'autre part, à capitaliser les opportunités nombreuses que ces organisations offrent en termes d'appuis divers, de visibilité et de positionnement des ressources humaines compétentes.

Sur un tout autre plan et dans la même dynamique, le développement des organisations de la société civile, disposent de plus en plus d'importants financements et d'une expertise avérée dans des domaines divers. A cela s'ajoute le déploiement à l'international des collectivités territoriales décentralisées (communes, régions, villes, etc.) qui a imposé la nécessité d'un monitoring, d'un encadrement et d'un suivi gouvernemental des actions et activités de ces entités nouvelles, ainsi qu'une captation des nombreuses opportunités de développement qu'elles offrent.

La prise en compte de ces dynamiques a permis d'élaborer le Programme 077 relatif à « **la dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée** ». En sa qualité d'interface dans les rapports entre le Cameroun et le monde extérieur, le MINREX devrait capitaliser toutes les opportunités qu'offrent ces modèles de coopération au bénéfice de sa population et l'atteinte de ses objectifs de développement.

Dans cette perspective, « **Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée** » était l'objectif de ce programme. Cette optimisation devait se faire à la fois au niveau régional et sous-régional africain (UA, CEMAC, CEEAC, CBLT, etc.) et global (Système des Nations Unies et autres organisations universelles, etc.).

Pour ce faire, trois (03) actions principales avaient été élaborées et retenues:

- Action 1 : rationalisation de la coopération multilatérale,
- Action 2 : valorisation de la présence du Cameroun sur la scène multilatérale,
- Action 3 : rationalisation de la coopération décentralisée.

Les activités élaborées ont été mises en œuvre dans ce programme, grâce à une dotation budgétaire initiale de un milliard neuf cent quarante-cinq millions huit cents mille francs CFA

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Maximiser les opportunités de la coopération bilatérale et de la coopération décentralisée	
Indicateur	Intitulé	Nombre de projets et programmes en œuvre au Cameroun grâce à la coopération multilatérale et la coopération décentralisée
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence	01
	Année de référence	2012
	Valeur cible	03
	Année de référence	2017

Actions du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Action 1 : rationalisation de la coopération multilatérale • Action 2 : valorisation de la présence du Cameroun multilatérale • Action 3 : rationalisation de la coopération décentralisée 	
Dotations initiales	AE 1.945.800.000	CP 1.945.800.000
Responsable du programme	Mme NAMA Anne Chantal (1.945.800.000).	

OBJECTIF	Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et décentralisée	
Indicateur	Intitulé:	Niveau d'implication du Cameroun dans les activités des organisations internationales et des cadres multilatéraux de coopération (*)
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	1.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	3.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE Action 02: VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE Action 03: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 945 800 000	CP 1 945 800 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NAMA NEEMINKOUA BIMEN ANNE CHANTAL,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 077 s'est opérée dans un contexte marqué par un certain nombre de faits et éléments aussi bien internes qu'externes. Il s'agit notamment de :

- la poursuite des activités militaires et diplomatiques de lutte contre les activités terroristes de la secte islamiste Boko Haram ;
- la persistance des foyers de tensions internationales (Syrie, Ukraine) ;
- la multiplication du nombre de réfugiés et de déplacés internes sur le sol camerounais ;
- la mise en œuvre progressive de l'agenda international (Accord de Paris, ODD, Agenda 2063 de l'UA, etc.) ;
- la recrudescence du terrorisme international ;
- le faible degré de connaissance et d'appropriation des principes de fonctionnement du budget programme au sein du Ministère, aussi bien par la majorité du personnel que des responsables ;
- la rationalisation des dépenses publiques.

Depuis son adoption, le programme 077 vise à maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée. Dans l'optique d'atteindre cet objectif, le MINREX tenait en 2016 à:

capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale ;
affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique, et
capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée.

Pour l'année 2016, le MINREX n'a ménagé aucun effort pour l'atteinte des objectifs assignés à ce programme. Le Ministère a ainsi été un acteur important dans la préparation et la participation du Chef de l'Etat à de nombreuses rencontres internationales auxquelles il a personnellement pris part, notamment le Sommet sur la sécurité à Abuja, la 71^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ou encore le Sommet sur les réfugiés à New York. C'est dans la même dynamique que le MINREX s'est également assuré de la présence du Cameroun à une grande partie des rencontres et fora internationaux organisés la même année.

Des actions ont également été initiées pour faire élire ou renouveler le mandat de certains compatriotes à des postes de responsabilité internationale. Des efforts notables ont enfin été fait pour mieux structurer et assurer le monitoring des ONG étrangères dans notre pays, en collaboration avec les autres départements ministériels compétents.

De nombreuses difficultés ont cependant été rencontrées, notamment :

une méconnaissance par les responsables et le personnel du Département des rouages et du fonctionnement du Budget programme ;
la réduction de la taille des Délégations devant participer aux rencontres internationales,
les difficultés budgétaires, inhérentes à la situation économique générale,
l'absence d'une stratégie claire et à long terme du placement des camerounais au sein de la Fonction Publique Internationale (FPI) ;
la rudesse de la compétition pour l'accès aux postes de responsabilités à l'international.

Ainsi, les résultats opérationnels obtenus par le programme restent, comme l'année précédente, en relative inadéquation avec les projections du Département.

La consommation globale des crédits s'est élevée à 19,1% pour un taux de réalisation technique de 30,58%.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	1	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 548 729 179	CP 1 548 729 179
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 397 070 821	Ecart CP 397 070 821
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 708 961 170	CP 708 961 170
TAUX DE CONSOMMATION	45,78 %	45,78 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> • Immaturité de nombreux projets inscrits pour l'année 2016, qui a entraîné leur inexécution ou leur annulation • Problèmes de cohérence organisationnelle du fait de l'inexistence continue de la chaîne PPBS au sein du Département • Lenteurs et blocages administratifs dans la participation aux conférences internationales et dans la mise en œuvre des projets • Rationalisation des activités de l'Etat à l'étranger 	
PERSPECTIVES 2017	<p>Renforcement des capacités des personnels en budget programme ; Maintien et/ou élection de nouveaux camerounais à des postes de responsabilités internationales Mobilisation de la communauté internationale sur la crise humanitaire dans la région du lac Tchad ; Appui accru aux activités de visibilité des OI au Cameroun ; Μοβιλισατιον δεσ ρεσσυρχεσ ηυμαινεσ δυ ΜΙΝΠΕΞ ρ λ αττειντε δεσ ρί συλτατσ εσχομπτ σ€;</p>	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE									
OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets et programmes auxquels le Cameroun est éligible					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 30,55		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	6.0							
	Année cible:	2017							
	Valeur Cible	40.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	11							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	364 568 000	364 568 000	95 602 383	95 602 383	95 602 383	95 602 383	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des financements des projets par les OI du fait de la crise économique mondiale ayant substantiellement diminué leurs ressources internes ; • Difficultés budgétaires, • Compétition accrue entre les pays pour la captation des projets de développement ; 								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de promotion de l'entreprenariat chez les femmes et les jeunes en Afrique francophone subsaharienn • Eligibilité du Cameroun au Programme d'Appui au Développement Local (PROFADEL) • Mise en œuvre au Cameroun de l'IFADEM • Finalisation, dans le cadre de la CEEAC, du plan d'action, de remise en œuvre de la Stratégie sous régionale de lutte contre le terrorisme. Ce plan sera adopté en 2017 • Poursuite de la mise en œuvre du projet HUB & SPOKES • 40 bourses de formation et de perfectionnement dans les domaines connexes offertes par l'Organisation de la Conférence Islamique • Près d'une dizaine de formations au profit des militaires camerounais en Turquie, et une offre de formation en faveur d'un diplomate • Négociation d'un partenariat stratégique entre le Cameroun et le Commonwealth Entreprises and Investment Council (CWEIC) • La tenue d'une session du dialogue politique structuré Cameroun – Union Européenne, dont la 1^{ère} session ordinaire annuelle a eu lieu le 14 décembre 2016 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Réductions significative opérées entre les dotations initiales en AE et CP et les dotations révisées (26,22% de la dotation initiale); ceci a entraîné une consommation effective de 100% des crédits alloués, qui ne semble pas avoir eu d'impact sur le résultat technique de l'action (30,55%) 								

Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none">• Maturation des projets de création et d'opérationnalisation des comités sectoriels de suivi des projets et programmes des cadres plurilatéraux de coopération au Cameroun (Afrique-Chine, TICAD, etc.)• Signature et opérationnalisation du partenariat stratégique Cameroun-CWEIC,• la signature de l'Accord cadre du Programme d'Appui au Développement Local (PROFADEL)• la réactivation de nombreux mécanismes de coopération en Afrique centrale• Affinement de l'intitulé de l'indicateur de l'action car l'éligibilité dans le jargon onusien ne prend pas en compte les projets et programmes pour lesquels les Etats auraient pu mener une action de campagne ou de lobbying international.
-------------------	--

Action 02 VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE								
OBJECTIF	Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Camerounais placés par an dans la fonction publique internationale et missions diverses confiées au Cameroun dans les OI					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 5,4	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	40.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	150.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	6						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Conférences et fora internationaux à caractère stratégique auxquels le Cameroun a participé					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 53,3	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	200.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	300.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	160						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 314 030 000	1 314 030 000	1 230 201 796	1 230 201 796	61 665 716	61 665 716	5,01 %	5,01 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la lutte contre Boko Haram, • Afflux massif de réfugiés en provenance du Nigeria et de la RCA au Cameroun ; • Multiplication du nombre des personnes déplacées internes au Cameroun, • Renouvellement des mandats pour des postes de responsabilité dans certaines organisations internationales, • Restrictions budgétaires. 							

ACTIVITES
MAJEURES
REALISEES
(présentation des
extraits)

- Election et/ou reconduction de mandats de certains camerounais au sein des instances internationales
- Georges NAKSEU NGUEFANG, Directeur des Affaires politiques et de la Gouvernance démocratique à l'OIF
- Jules Doret NDONGO, Membre du Bureau Directeur du Forum des Gouvernements locaux du Commonwealth (renouvellement du mandat) ;
- YOUNOUSS DJIBRINE, Secrétaire Générale de l'Union Postale Africaine (renouvellement de mandat) ;
- Suzanne MENGUE NTYAM ONDO, Juge à la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ;
- Gaston KENFACK, Président de la 49^{ème} Session de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International, etc.
- Participation à de nombreuses rencontres internationales, régionales et sous régionales, notamment :
 - 12^{ème} réunion du Conseil d'orientation du CIJF ;
 - 1^{er} Atelier régional de l'Agence Européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'UE (FRONTEX en collaboration avec la DGSN) ;
 - 26^{ème} congrès de l'Union Postale Universelle (UPU), 20 septembre – 7 octobre 2016 à Montréal, Canada ;
 - 37^{ème} Assemblée des Etats parties aux conventions IMSO/ITSO à Londres, 21-25 novembre 2016 ;
 - 39^{ème} session de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), Montréal 27 septembre – 8 octobre 2016 ;
 - 40^{ème} session du Comité du Patrimoine Mondial de l'UNESCO à Istanbul, en juillet 2016 ;
 - 43^{ème} session de l'Assemblée parlementaire et paritaire ACP/UE à Bruxelles du 11 au 14 octobre 2016 ;
 - 56^{ème} série de réunions des Assemblées des Etats membres de l'OMPI, 03-11 octobre 2016 ;
 - 71^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU, New York, 20-26 Septembre 2016 ;
 - Assemblée mondiale de la Normalisation des Télécommunications à Hammamet (Tunisie), 25 octobre – 3 novembre 2016 ;
 - Participation à la 43^{ème} Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI, à Tachkent Ouzbékistan 17-18 octobre 2016 ;
 - Participation à la réunion de coordination des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI, New York, 19-22 septembre 2016 ;
 - Participation au 13^{ème} Sommet des Rois et des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de l'OCI à Istanbul, 14-15 avril 2016 ;
 - Participation aux réunions ministérielles techniques du Commonwealth (sport, affaires féminine) ;
 - Participation aux 31^{ème}, 32^{ème} et 33^{ème} Sessions ordinaires du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies ;
 - Premier forum du Programme de gestion des transformations sociales (MOST) de l'UNESCO des Ministres du développement social des pays d'Afrique Centrale et du Nigéria, etc.
 - Mobilisation de la communauté internationale dans la gestion de la crise humanitaire dans la région du Lac Tchad. Six-cent soixante-douze millions de dollars (672.000.000 USD) de dons ont été annoncés pour les trois prochaines années, lors de la réunion d'Oslo des pays donateurs en février 2017 ;
 - Défense des options et positions du Cameroun sur la question des droits de l'homme, notamment au conseil des droits de l'homme des nations unies ;
 - Organisation au Cameroun de rencontres internationales et de visites de hauts responsables des OI, en particulier :
 - Tenue de la Rencontre bipartite Cameroun-UE sur le suivi du Sommet de la Valette sur les

	<p>migrations, 12 avril 2016 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visite à Yaoundé du Directeur Général de INBAR ; • Visite de M. Stanley MUTUMBA SIMATAA, Président de la 38^{ème} Conférence Générale de l'UNESCO, 10-14 octobre 2016 ; • Visite de M. TALEB RIFAI, Secrétaire Général de l'Organisation Mondial du Tourisme (OMT), en marge de la CAN Féminine de Football, 19-22 novembre 2016 ; • Visite de Mme Cynthia Samuel OLONJUWON, Directrice Régionale Adjointe de l'OIT pour l'Afrique, accompagnée d'une équipe de fonctionnaires de l'OIT, 13-15 novembre 2016 ; • Visite du Directeur Adjointe de l'UNITAID, M. Philippe DUNETON dans le cadre de l'évaluation des financements accordés par l'institution à la lutte contre le SIDA la tuberculose et le paludisme, etc.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Etant donné l'aspect hautement compétitif de la fonction publique internationale et l'absence d'une stratégie nationale de placement des Camerounais dans les Organisations Internationales, les objectifs ciblés n'ont pas pu être atteints de manière satisfaisante. • Les lenteurs administratives qui entraînent parfois l'absence ou le retard des autorisations de sortie. • Contexte économique peut favorable.
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du plaidoyer pour une implication accrue de la communauté internationale dans la crise humanitaire autour du lac Tchad ; • Finalisation des accords de retours des réfugiés avec le Nigeria et la RCA, • Elaboration et adoption d'une stratégie nationale de placement des camerounais ans la fonction publique internationale

Action 03 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées, d'ONG/Associations du Cameroun ayant signé au moins un accord de partenariat avec les structures identiques étrangères				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 13,3	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		300.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		40					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	267 202 000	267 202 000	222 925 000	222 925 000	137 685 244	137 201 244	61,76 %	61,55 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre d'acteurs non gouvernementaux extérieurs dans la gestion de la crise humanitaire à l'extrême nord • Difficile maîtrise des activités des ONG au Cameroun, du fait du partage des compétences entre plusieurs administrations (MINREX, MINATD, DGRE, etc.) ; • Augmentation des financements individuels des activités et actions de certaines ONG au Cameroun, notamment de la diaspora 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des TDR relatifs à la mise en place de la plateforme de collaboration MINREX / Société civile, • Mobilisation des acteurs de la société civile à travers des séances de concertation régulières • Poursuite des procédures d'accréditation des ONG étrangères au Cameroun, • Encadrement de certaines délégations de collectivités territoriales décentralisées à l'étranger • Actualisation du fichier des associations de la société civile travaillant avec la Francophonie. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés dans la collecte des données • Inexistence d'une plateforme de suivi des activités des ONG • Les difficultés dans le suivi réel des activités des ONG ne permettent toujours pas la compilation de données fiables qui auraient pu améliorer le résultat technique obtenu. 							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Le MINREX envisage de suggérer à nouveau au MINATD de constater la non existence des ONG/OSC qui ont cessé leurs activités, et de publier l'arrêté de cessation d'activité en conséquence • Fonctionnement de la plateforme de coopération MINREX-société civile, qui devrait permettre un meilleur contrôle et suivi et un travail en bonne intelligence avec les ONG et la société civile. • Renforcement des mécanismes d'appui au fonctionnement des différents club francophonie et Commonwealth au Cameroun • Organisation d'une visite d'un haut responsable de l'ECOSOC des nations unies au cameroun. 							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 078

GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Responsable du programme

NYANID ZACHARIE SERGE RAOUL

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Conscient du rôle que les Camerounais à l'étranger peuvent jouer dans le processus de développement du Cameroun, le Président de la République a décidé de leur accorder une place importante dans le dispositif institutionnel du gouvernement. C'est ainsi qu'en 2005, il a créé la Division des Camerounais à l'Etranger (Voir. Décret n°2005/286 du 30 juillet 2005 portant Organisation du Ministère des Relations Extérieures).

Cette initiative a d'abord été confortée par le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011, portant réorganisation du Gouvernement, puis par le décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant Organisation dudit Ministère, à travers la création d'une Direction des Camerounais à l'Etranger, des Etrangers au Cameroun, des Réfugiés et des Questions Migratoires. Cette Direction est « chargée du suivi et de l'élaboration des politiques et stratégies en vue de la participation des Camerounais de l'étranger au développement politique, économique, et social du pays, en collaboration avec les administrations concernées », conformément à l'article 10 du décret de 2013 susvisé.

C'est cette dynamique qui a conduit à la création dans le Projet de Performance des Administrations (PPA) 2014 du MINREX, du programme 078 dont l'objectif est de renforcer la protection des Camerounais vivant à l'étranger et de leurs intérêts ; de leur assurer un encadrement adéquat et de proximité afin de les inciter à participer de manière plus active au développement socio-économique de leur pays d'origine.

Cet important Programme a démarré dans un environnement institutionnel présentant certaines limites, à l'instar de :

- la question de la double nationalité ;
- la non application du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures, etc.) ;
- la complexité des rapports des Camerounais à l'étranger avec les institutions d'origine;
- l'insuffisance de données chiffrées sur les Camerounais à l'étranger;
- le déficit qualitatif et quantitatif de l'expertise sur la gestion des Camerounais à l'étranger ;
- l'absence de mesures incitatives pour une plus grande implication des Camerounais à l'étranger au développement du pays.

Dans le PPA de 2016, le programme comporte quatre actions :

- mobilisation et encadrement des Camerounais à l'étranger ;
- capitalisation du potentiel financier, intellectuel et de réseautage des Camerounais à l'étranger ;
- renforcement des capacités opérationnelles des services de la gestion des Camerounais à l'étranger et des questions migratoires ;
- suivi des activités des Camerounais à l'étranger sur le territoire national et dans leurs pays d'accueil.

Cependant, seules les deux premières ont été effectivement budgétisées.

OBJECTIF	Améliorer la contribution des camerounais de l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de participation effective des camerounais de l'étranger à la vie politique, économique et sociale
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	1.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	3.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER Action 02: CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL, DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER Action 03: RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES DE LA GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER ET DES QUESTIONS MIGRATOIRES Action 04: SUIVI DES ACTIVITES DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET DANS LEURS PAYS D'ACCUEIL	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 566 951 000	CP 1 566 951 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NYANID ZACHARIE SERGE RAOUL,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le contexte de mise en œuvre est resté globalement le même qu'à sa création en 2014.

Ce contexte relativement défavorable au plan géopolitique et politico-administratif, se caractérisait par un certain nombre de facteurs qui ont déteint sur la performance d'ensemble du Programme:

- la situation sécuritaire difficile dans la sous-région Afrique centrale ;
- la non application du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures, qui érige la Division des Camerounais à l'Etranger en Direction des Camerounais à l'Etranger, des Etrangers au Cameroun, des Réfugiés et des Questions Migratoires.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

D'emblée, il convient de relever que la nouveauté du Programme, et la sous-estimation de son coût d'une part, et d'autre part le fait que les deux actions programmées dans celui-ci ne prennent pas en compte tous les aspects de la gestion des Camerounais à l'étranger, en ont entravé la montée en puissance.

Toutefois, l'accent a été mis sur certaines activités du programme notamment, le renforcement des capacités opérationnelles des Missions Diplomatiques et des services consulaires en termes de protection et d'assistance des Camerounais à l'étranger et, leur implication dans le développement économique national.

A cet effet, plusieurs activités ont été effectuées notamment une mission interministérielle au Moyen Orient sur la situation des camerounaises en détresse, la préparation de la mise en place d'un portail web, la négociation d'accords sur la gestion des flux migratoires avec la

Belgique, la préparation du premier Forum de la diaspora (FODIAS) de 2017, la préparation du Salon Promote 2017, l'élaboration d'un annuaire des associations des camerounais à l'étranger.

Par ailleurs, le projet mené avec l'appui de l'AFD sur l'investissement productif de la Diaspora a été mis en œuvre et a permis d'identifier, de catégoriser et d'enregistrer dans une base de données, les projets d'investissements de la diaspora.

Enfin, le projet pilote MIDA, fruit de la coopération Cameroun-OIM, a connu un début de réalisation avec sa première phase qui s'est concrétisée en 2016, par l'élaboration d'un « guide en vue de la capitalisation du potentiel de la diaspora camerounaise ».

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	1	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 324 942 994	CP 1 324 942 994
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 242 008 006	Ecart CP 242 008 006
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 099 492 328	CP 1 099 492 328
TAUX DE CONSOMMATION	82,98 %	82,98 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Il demeure au niveau I d'une échelle à 04 niveaux, correspondant respectivement au caractère inapproprié du cadre légal existant (Niveau I), au caractère approprié du cadre légal existant (Niveau II), au début de mise en œuvre du cadre légal approprié (Niveau III), et à la mise en œuvre optimale du cadre légal (Niveau IV).	
PERSPECTIVES 2017	la mise en place d'une institution dédié à la gestion de la diaspora	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

OBJECTIF	Améliorer la contribution des Camerounais à l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de participation effective des camerounais de l'étranger à la vie politique, économique et sociale
	Unité de mesure	-
	Valeur de Référence: Année de référence:	1 2012
	Valeur Cible Année cible:	3 2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER Action 02: CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL, DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 566 951 000	CP 1 566 951 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BANINLA MBUR Anna epse TASHA, Chef de Division des Camerounais à l'étranger	

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 079

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE
SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES

Responsable du programme

AHMADOU SALI
Comité Bio-Ethique

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du Ministère des Relations Extérieures (MINREX), intitulé « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des Relations Extérieures », a pour but d'améliorer la coordination des services et d'assurer la mise en œuvre des programmes opérationnels. Il s'articule autour de 04 actions dont l'implémentation permet de garantir un fonctionnement optimal des services centraux, de nos Missions Diplomatiques et Postes Consulaires, en vue d'atteindre les objectifs globaux du Département tels que déclinés dans notre Feuille de Route 2016.

Il s'agit de manière spécifique de :

- assurer une meilleure visibilité et lisibilité et de l'action diplomatique ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail ;
- assurer le fonctionnement optimal des services ;
- mettre en place la chaîne PPBS pour une meilleure appropriation aussi bien par les personnels des services centraux que par ceux de l'extérieur des logiques du budget programme ;
- assurer l'harmonie et la cohérence des actions de coopération à travers la mise en place d'une plateforme de coordination horizontale avec les autres Départements ministériels ;
- optimiser la performance du personnel en insistant sur un renforcement permanent et continu de leurs capacités.

Il est aussi à noter que, dans le cadre de l'élaboration du budget-programme du Ministère des Relations Extérieures au titre de l'exercice 2016, le Département s'est fixé pour objectif d'une part, de corriger les erreurs liées à la difficile appropriation des nouvelles techniques de préparation budgétaire, et d'autre part, d'atteindre une valeur d'indicateur cible optimiste de 100% de réalisation des activités prévues.

En outre, et d'une manière générale, une évaluation de nos performances a conduit à la relativisation de notre objectif de départ, induit par des facteurs socio-politiques endogènes tels que décrits plus haut.

En dépit de toutes les difficultés rencontrées tout au long de l'exercice budgétaire 2016 et en l'absence d'une stratégie ministérielle dans le sous-secteur de la diplomatie, le programme support du MINREX a été exécuté à travers entre autres :

- la prise en compte des charges incompressibles de souveraineté, aussi bien à la Centrale qu'à l'étranger avec en toile de fond l'apurement des arriérés ;
- la réhabilitation de certaines infrastructures existantes ;
- l'achat et l'entretien des biens d'équipements (mobilier de bureau, matériel roulant et informatique etc) ;
- la formation continue de 500 personnels en langues française et anglaise et de 640 autres en diverses thématiques ;

- la construction des réseaux informationnels ;
- l'informatisation des services avec l'acquisition des ordinateurs à la centrale et les missions diplomatiques (informatisation des services consulaires) ;
- la poursuite du processus de réformes administratives, notamment par la finalisation du guide de l'utilisateur et l'édition du MPA en 2017.

Objectif	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des Programmes	
Indicateur	Intitulé :	<i>Taux de réalisation des activités budgétisées</i>
	Unité de mesure :	<i>pourcentage (%)</i>
	Valeur de référence	80
	Année de référence	2012
	Valeur cible	100
	Année cible	2017
Actions du programme	Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02 : AMELIORATION DU CADRE DU TRAVAIL Action 03 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 04 : GESTION BUDGETAIRE ET FINANCIERE	
Dotations initiales	AE : 11 118 033 000	CP : 1: 11 118 033 000
Responsable du programme	AHMADOU SALI	

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	80.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2017

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES	
	Action 02:	AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL	
	Action 03:	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	
	Action 04:	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE	CP	
	11 118 033 000	11 118 033 000	
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AHMADOU SALI, Comité Bio-Ethique		

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 079 a été mis en œuvre dans un environnement marqué par la poursuite de la lutte contre la secte BOKO HARAM, concomitante à la sécurisation de toutes nos frontières en général et en particulier celle du Cameroun avec la RCA, la gestion des problèmes migratoires dus à l'afflux des réfugiés nigériens, centrafricains et tchadiens.

Par ailleurs, ce programme s'exécute avec en toile de fond:

- une intense activité des différentes structures du Département dans l'optique d'assurer une meilleure visibilité et lisibilité de l'action diplomatique (multiplication des réunions interministérielles et des réunions de coordination) ;

- la nécessité et l'urgence d'un renforcement des capacités d'accueil du Département en vue de faire face à l'accroissement substantiel des effectifs (occupation effective du bâtiment de la D8 et du bâtiment R+3) ;

- les difficultés d'exécution de certaines activités liées au paiement tardif de certaines dépenses à la Paierie du Trésor ;

- la difficile mise en œuvre des différents Programmes liés à la nécessaire implication des Responsables dans l'utilisation des nouveaux outils de préparation et d'exécution du budget-programme ;

- l'inadaptation du système de communication du Département aux standards internationaux ;

- l'absence de mobilité des ressources humaines ;

- la faible budgétisation des dépenses incompressibles (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyer...) qui conduit à une accumulation des arriérés ;

- la nécessité d'une meilleure appropriation des solutions informatiques dans le cadre de la gestion budgétaire, notamment l'application PROBMIS ;

la poursuite du paiement des arriérés de frais de relève pour congés des personnels des Missions Diplomatiques.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

En ce qui concerne la performance globale du programme, elle s'évalue à l'aune de la valeur de son indicateur, «taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX » qui a été retenu pour mesurer l'atteinte de l'objectif dudit programme.

Ainsi, au terme de l'année 2016, le taux de réalisation des activités budgétisées s'élève à 90%. Ce taux, relativement satisfaisant renseigne toutefois que 10% des activités ayant bénéficié d'une dotation budgétaire, n'ont pas été réalisées à cause du financement tardif de certaines

activités ou la réallocation des ressources à d'autres activités.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	91	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	90	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 11 327 390 888	CP 11 327 390 888
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -209 357 888	Ecart CP -209 357 888
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 11 222 766 118	CP 11 222 766 118
TAUX DE CONSOMMATION	99,08 %	99,08 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Ce résultat qui traduit une relative efficacité de la gestion des ressources allouées au programme IV, se justifie par :</p> <p>Une bonne coordination stratégique à travers le fonctionnement des comités, notamment le comité mixte MINREX/MINFI/MINEPAT ;</p> <p>Une nette amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel d'une part, le renforcement permanent et continu des capacités dudit personnel d'autre part, avec pour corollaire l'optimisation de son rendement ;</p> <p>Un suivi approprié des activités et des projets ;</p> <p>le renforcement des mesures disciplinaires qui ont induits une assiduité et une ponctualité remarquable du personnel ;</p> <p>les campagnes de sensibilisation des personnels sur le VIH-SIDA et la corruption ;</p> <p>la prise en compte de l'approche genre à travers un appui constant apporté à la DYFEDCAM et à la désignation de plusieurs femmes à des postes de responsabilité.</p>	
PERSPECTIVES 2017	<p>Le programme 079 en tant que programme support du Ministère des Relations Extérieures prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle.</p> <p>Au regard de toutes les avancées obtenues jusqu'en 2016, des perspectives nouvelles s'annoncent. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La poursuite de l'amélioration des conditions de vie et du cadre de travail du personnel ; • Le renforcement régulier des capacités du personnel. • La désignation et opérationnalisation du comité PPBS et du contrôle de gestion; • La recherche permanente d'une adéquation entre les effectifs et la capacité d'accueil du Département ; • Le suivi de l'informatisation des services avec l'interconnexion des missions diplomatiques • Le fonctionnement effectif du Centre d'Analyses Stratégiques de Prospective et de Crise. 	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 14,28	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	1.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Niveau 1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 087 464 000	3 087 464 000	1 951 991 085	1 951 991 085	1 847 854 870	1 847 704 870	94,66 %	94,65 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette Action a été exécutée dans un contexte caractérisé par la difficulté de mise en œuvre effective de la chaîne PPBS et des autres composantes de la GAR au MINREX. Pour surmonter cette difficulté, des groupes de travail ont été constitués en fonction de diverses orientations :</p> <p>4 groupes de travail sur les programmes respectifs ;</p> <p>4 groupes permanents de travail thématique.</p> <p>Ainsi donc des réunions de coordination et de préparation ont été organisées dans ces cadres.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action de COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES, un dispositif de pilotage a été progressivement mis sur pied, allant de la consolidation du rôle de la Cellule de Suivi dans ses prérogatives de contrôleur de gestion, au renforcement du dispositif institutionnel à travers la mise en place des groupes de travail dont l'objectif est de mener des réflexions sur des thématiques innovantes.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le résultat de l'action a été possible grâce, principalement, au renforcement de la coordination stratégique et opérationnelle des programmes du MINREX. Les ressources affectées ont été utilisées pour les activités du programme support, notamment l'informatique, les ressources humaines et la logistique, et en appui aux programmes opérationnels. Il convient de relever néanmoins que l'indicateur de l'action ne permet pas de mesurer l'efficacité du responsable de l'action qui, en réalité, n'a pas d'emprise sur le résultat de l'action.</p>							
Perspectives 2017	<p>La mise en œuvre du dispositif de pilotage axé sur la performance : L'organisation et le déploiement du Contrôle de gestion prévu en 2014 et le renforcement du rôle des responsables de programme et des responsables d'action.</p>							

Action 02 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail fixé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		70.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		64%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	946 907 000	946 907 000	901 858 283	901 858 283	897 113 200	892 113 530	99,47 %	99,91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>la nécessité de s'arrimer au TIC et aux standards minimum d'un cadre de travail approprié tel que prévu par l'OIT ;</p> <p>- l'exigence du renforcement du parc mobilier et automobile du Département suite à la vaste opération de réforme du matériel engagée à la fin de l'exercice 2015</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition du matériel roulant (05 berlines et un véhicule de luxe de type Mercedes) • Achat du mobilier de bureau ; • Acquisition du matériel informatique ; • Achat et pose des rideaux ; • Ravalement en peinture de la clôture et du bâtiment principal des services centraux ; • Aménagement des toilettes ; • Achat et pose des climatiseurs (20 split 1.5 CV et 10 split 2 ,5CV) ; • Mutation des cartes diplomatiques manuelles en cartes informatisées. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>A la lumière des activités réalisées, l'on peut noter une légère progression satisfaisante en vue de l'atteinte de la cible grâce notamment à une bonne identification des besoins et à une meilleure élaboration des projets et un remarquable suivi au cours de leur exécution.</p>							
Perspectives 2017	<p>Budgétiser les études et la réalisation des TDR des projets pour une meilleure maturité desdits projets ;</p> <p>Poursuivre l'informatisation des services et l'interconnexion des missions diplomatiques à la centrale ;</p> <p>Augmenter les équipements et le mobilier de bureau pour permettre une meilleure occupation des bâtiments.</p>							

Action 03 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroître qualitativement les ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des personnels formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		42%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 490 246 000	3 490 246 000	683 786 731	683 786 731	679 064 543	664 064 543	99,3 %	97,11 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Marqué par la nécessité de renforcer les capacités en langues des personnels du Département, notamment en français, anglais et chinois ;</p> <p>Poursuite de l'amélioration des conditions de vie du personnel (paiement régulier des primes de rendement et octroi des aides et secours ; Mise en œuvre effective des mesures destinées à assurer un traitement diligent des actes de carrière et autres prestations offertes aux personnels;</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Formation permanente de 500 personnels en langues française et anglaise au Centre pilote ; • Formation de : 30 personnels sur la Gestion Axée sur le Résultat ; 180 personnels en Technique de négociation internationale ; 400 personnels sur le PRIMA ; • Renforcement de capacité de 30 Secrétaire et Assistante de Direction • Aides et secours assurés ; • Actes de carrières et de solde produits ; • Assistances multiformes réalisées (Campagnes de sensibilisation contre le SIDA et le dépistage volontaire à l'Antenne Protocolaire et Consulaire de Douala, lutte contre la drogue, lutte contre la corruption ...); • Sessions du comité d'éthique et de déontologie tenues ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Une bonne planification du processus de recyclage et l'automatisation de la gestion des personnels en cours justifient le résultat obtenu.</p> <p>En outre, le paiement de primes de rendement, d'habillement et des aides et secours apportés aux personnels, d'une part, et de la prise en charge des actes de carrière d'autre part, a donné une certaine sérénité au personnel.</p> <p>Par ailleurs, la participation effective et régulière des personnels au cycle de formation a contribué à l'optimisation de leurs performances dans le cadre de l'atteinte des objectifs du Département.</p>							
Perspectives 2017	<p>Mise en œuvre des mesures visant à indexer le montant de la prime de rendement octroyée à chaque Agent Public sur l'efficacité dudit agent dans le travail ;</p> <p>La nécessité de déployer le personnel du Département dans l'optique de l'application effective du nouveau cadre organique de 2013 ;</p> <p>Poursuivre la formation des personnels des services centraux et encourager celle des personnels des missions diplomatiques et postes consulaires dans l'élaboration et l'exécution du budget-programme ;</p> <p>Développer la culture de la gestion axée sur les résultats et mesurer l'ensemble des activités effectuées ;</p>							

Action 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de documents de la chaîne PPBS, de documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85,71	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	6						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 593 416 000	3 593 416 000	7 789 754 789	7 789 754 789	7 709 780 150	7 661 761 650	98,97 %	98,35 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La nécessité de poursuivre la mise en place des outils du budget programme conformément au nouveau Régime Financier de l'Etat entré en vigueur en 2013 et de les affiner.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des CDMT 2015-2018 ; • Elaboration des projets de PPA 2016 ; • Participation aux pré-conférences et conférences budgétaires pour 2016 ; • Participation au CIEP et à la défense du budget 2016 devant le parlement. • RAP, PAP, CDMT, Feuille de route produits ; • Production des rapports (financier, d'activité, résolutions...) ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le résultat a été satisfaisant malgré les difficultés liées au démarrage tardif du budget - programme ayant engendré un retard dans la mise en œuvre de ses activités, et de la disponibilité des moyens pour la mener à bien, mise à la retraite de plusieurs hauts cadres et le faible niveau d'appropriation des techniques d'élaboration des documents exigés par le budget-programme.							
Perspectives 2017	<ul style="list-style-type: none"> • Allouer les ressources financières nécessaires à la mise à niveau de l'ensemble de l'équipe chargée de l'élaboration des documents pour les rendre encore plus fiables ; • Une meilleure appropriation du budget programme par les nouveaux responsables et leur implication dans les travaux relatifs à ce dernier. • Rendre opérationnel et fonctionnel le comité PPBS du MINREX ; • Développer la culture et l'existence d'une statistique fiable et opérationnelle (informations quantitatives et qualitatives sur les infrastructures, le mobilier, le personnel, les mouvements financiers etc.) dans les missions diplomatiques et la centrale pour un meilleur calcul des ratios ; • Développer la maîtrise de la gestion des stocks de la comptabilité matière. 							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan stratégique du RAP 2016, établie un rapport entre les résultats obtenus au niveau des différents programmes et l'objectif stratégique du MINREX pour l'exercice budgétaire 2016. Dans le cadre de ce processus, il s'agit de tirer les leçons et d'ouvrir une fenêtre sur l'ensemble des mesures qui pourraient être prises pour l'amélioration des résultats de la budgétisation par programme.

Ainsi, le bilan technique qui représente la moyenne des indicateurs des quatre programmes, culmine à un taux d'exécution de 58.5% pour l'année 2016. Ce qui représente un accroissement significatif par rapport au résultat de l'année précédente qui était de 52.75%, soit un écart de 5.75%.

Il convient de reconnaître que la diplomatie camerounaise étant considérée comme un domaine réservé, la décision n'incombe pas toujours au MINREX. Dès lors, ses missions se réduisent à la mise en œuvre d'une politique définie par le Président de la République, en dépit de la force de propositions dont il est investi. C'est dans ce cadre que se conçoit sa stratégie sectorielle.

Un autre élément de spécificité à cette administration tient au fait que, la contrainte juridique extérieure engendrée par la prise en compte de la législation du pays de résidence, limite la production des éléments d'appréciation de la maturité des projets et activités exigibles au plan national par nos services extérieurs.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En 2016, dans la logique de l'atteinte des objectifs de développement à l'horizon 2035 et de la contribution attendue du sous-secteur Relations Extérieures, le Département a redéfini son objectif stratégique qui consiste désormais à « asseoir une diplomatie économique soutenable et consolider la paix, la sécurité, l'intégrité territoriale et les relations de bon voisinage ». Ce cadrage stratégique était articulé autour des objectifs ci-après :

- promouvoir et consolider la crédibilité du Cameroun sur la scène internationale pour assurer une meilleure attractivité des investisseurs étrangers et autres partenaires au développement ;
- promouvoir et défendre à l'étranger, les intérêts de toute nature de l'Etat de même que ceux des personnes physiques et morales de droit camerounais, en vue de leur implication active dans le développement économique du Cameroun d'une part, et d'autre part à leur contribution à la mise en place des cadres de capitalisation de l'expertise et des potentialités de la diaspora, et des camerounais à l'étranger ;
- améliorer et renforcer la coopération avec les institutions financières internationales.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Il ressort du bilan d'exécution des divers programmes en 2016, un problème de coordination des activités dû à l'inexistence de la chaîne PPBS et du contrôle de gestion, indispensables au pilotage des programmes. Ceci induit une réelle difficulté à évaluer techniquement la performance d'ensemble du MINREX en 2016.

Toutefois, au regard des réalisations effectives, l'on peut conclure à un succès évident au plan strictement diplomatique.

Cependant, l'on peut regretter que la représentation bilatérale et multilatérale n'ait pas davantage bénéficié de ressources (matérielles et humaines...) pour une meilleure animation du volet économique. Dans cette optique, il sied de préciser qu'une plus grande participation du Cameroun à plusieurs rendez-vous internationaux s'avère indispensable.

3.2.1 BILAN FINANCIER

Si le budget du MINREX a permis d'atteindre tant bien que mal l'objectif stratégique, on note cependant d'une manière générale, des plaintes au sujet de la modicité des dotations et l'accumulation des arriérés des loyers des Missions Diplomatiques, ainsi que des frais de relève dus au personnel.

La dotation du MINREX pour le compte de l'année 2016, a été fixée à 30 milliards 017 millions de FCFA en crédits de paiement, répartie en budget de fonctionnement (28 milliards 517 millions de FCFA) et en budget d'investissement (01 milliard 500 millions de FCFA). Sur la base de cette dotation, le Département a réalisé une performance globale estimée à 41%, un résultat en inadéquation avec les résultats escomptés.

Cette situation s'explique par le faible niveau de remontée des informations relatives à la consommation réelle des crédits délégués aux Missions Diplomatiques et Postes Consulaires, qui ne se sont pas encore suffisamment imprégnées des démarches méthodologiques de la budgétisation par programme.

3.2.2 PROBLEMES RENCONTRES

Ils concernent :

- la modicité des enveloppes budgétaires entraînant une accumulation importante des arriérés (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyers, salaires des recrutés sur place etc) ;
- la non prise en compte des besoins réels du MINREX dans l'allocation des enveloppes budgétaires ;
- une formulation inadéquate des indicateurs;
- le centre de décision stratégique MINREX étant PRESICAM, il se pose un problème de définition a priori par le MINREX des orientations pour l'année budgétaire à venir ;
- la question du mode de financement des services extérieurs ainsi que des commissions mixtes et autres fora par PRESICAM se pose avec acuité. En effet, comment anticiper les

décisions de la Très Haute Hiérarchie ?

3.3. PERSPECTIVES 2017

L'analyse de l'exécution du budget 2016 doit permettre d'envisager les perspectives pour l'élaboration du budget programme 2017.

Aussi, le présent bilan permet-il de suggérer :

- la mise en place du comité PPBS, du comité de pilotage de la performance et du contrôle de gestion ;
- une amélioration de la méthodologie d'élaboration des documents afférents à la budgétisation par programme (Revue Actualisation, CDMT, RAP, PPA etc.) ;
- la mise sur pied d'un mécanisme de remontée de données des Missions Diplomatiques et postes Consulaires ;
- le renforcement des capacités des personnels des services extérieurs aux techniques de budgétisation par programme ;
- un affinage de la description de chaque programme et de ses actions;
- une campagne de sensibilisation pour une plus grande implication de tous les responsables des services centraux et extérieurs dans le processus de budgétisation par programme.